

# Cedric Johnson : Le triomphe de Black Lives Matter et la rédemption néolibérale (2020)

Drapés dans un kente ghanéen, tissu popularisé par les nationalistes afrocentristes à la fin des années 1980, une douzaine de représentants démocrates du Congrès se sont agenouillés en observant un moment de silence avant de dévoiler leur «Loi sur un juste maintien de l'ordre». Leurs actions ont eu lieu exactement deux semaines après le meurtre de George Floyd par la police de Minneapolis, et après une vague de protestations sans précédent qui a balayé les cinquante États, plus de 500 villes américaines et des dizaines de manifestations de solidarité dans le monde entier. Menés par Karen Bass, présidente du Congressional Black Caucus<sup>1\*</sup>, et Nancy Pelosi, présidente de la Chambre des représentants, les membres du Congrès ont adopté le langage et le ton des manifestations de Black Lives Matter. Nous avons même entendu quelques références lénifiantes sur le «péché origine» de l'esclavage, et James Clyburn, représentant de la Caroline du Sud, a ajouté que la mort de Floyd était «seulement la continuation» de la longue histoire ininterrompue du racisme américain. Même d'anciens candidats à la présidence, la sénatrice Kamala Harris et le sénateur Cory Booker, ont mis de côté leurs discours sur la nécessité d'une ferme répression de la criminalité pour les remplacer par la rhétorique histrionique de l'antiracisme à la mode. C'était peut-être l'attitude parfaite pour redorer le blason du Centre-droit démocrate, surtout après une campagne bâclée pour mettre en accusation Donald Trump, et le défi de la gauche sociale-démocrate lors de la deuxième candidature de Bernie Sanders à l'investiture du parti.

Ce moment a été un triomphe pour les militants de Black Lives Matter, mais, une fois que les gaz lacrymogènes se dissiperont et que l'on reviendra au registre habituel de la compassion, les véritables bénéficiaires de l'opération seront probablement les démocrates néolibéraux et les fractions capitalistes qu'ils servent. Presque tous les dirigeants démocrates qui se sont «agenouillés» contre les pratiques policières racistes se sont ouvertement opposés à l'assurance-maladie pour tous, à la gratuité de l'enseignement supérieur et à l'expansion d'autres biens publics, mais leurs réformes techniques visant à réduire les cas de recours excessif à la force et à poursuivre la police pour «mauvaise conduite» sont le moyen parfait de montrer leur engagement en faveur de la «justice raciale», tout en perpétuant les logiques très favorables au marché et aux rapports de classe que protègent les politiques de maintien de l'ordre et d'incarcération de masse.

L'article d'Adolph Reed Jr. qui suit cette introduction devrait être lu et relu en ce moment où domine un sentiment favorable à Black Lives Matter ; Reed souligne clairement les limites de l'antiracisme incapable de penser le pouvoir carcéral, et il met en garde contre toute politique progressiste de gauche qui séparerait le racisme des processus historiques et de l'économie politique. Comme le note Reed, *«l'antiracisme n'est pas une politique égalitaire qui offrirait une alternative à une politique de classe, mais une politique favorable à la classe managéro-professionnelle\*»*. De plus, l'antiracisme sert essentiellement les intérêts de *«l'aile gauche du néolibéralisme en ce sens qu'il s'oppose uniquement aux disparités dans la distribution des avantages et des handicaps ; son idéal de justice sociale naturalise les résultats des forces du marché capitaliste tant qu'ils sont équitables selon des critères raciaux (et identitaires)»*. Bien sûr, j'entends déjà certains de mes amis, collègues ou militants, ronchonner et crier à l'injustice, en insistant sur la présence de telle ou telle tendance qui incarne le véritable esprit radical de Black Lives Matter. D'autres souligneront probablement que l'ampleur des récentes protestations prouve que nous sommes arrivés à un nouveau moment, à un tournant qui donnera lieu à des réformes substantielles et massives. Cependant, comme les manifestations d'Occupy Wall

---

<sup>1</sup> Les astérisques correspondent aux notes du traducteur placées, par ordre alphabétique, pages 10-12 (NdT).

Street auparavant, Black Lives Matter est plus un sentiment qu'une force politique cohérente. N'oublions pas que Black Lives Matter est apparu d'abord comme un hashtag, et que, même s'il a fourni un puissant drapeau à des organisations et à des campagnes pour des projets de loi qui s'efforçaient, depuis longtemps, de mettre fin au terrible coût social de l'expansion carcérale, le caractère libéral de ce hashtag devrait être plus apparent aujourd'hui que jamais.

Nous avons tous pu constater à quel point des couches sociales très différentes ont adopté le slogan de Black Lives Matter au cours des dernières semaines. Certains militants ont cru que les manifestations de masse témoignaient d'une volonté politique de rassemblement, mais la nature amorphe de Black Lives Matter, que Reed a comparée à juste titre au slogan du Black Power des années 1960, et les expressions faciles d'unité dans des «mèmes» reproduits sans fin et des vidéos virales sur des choréographies de policiers et de manifestants, tout cela dissimule des différences politiques importantes entre les manifestants et l'opinion publique américaine en général. Si une faible majorité d'Américains a compris aujourd'hui que la police est davantage susceptible de faire un usage excessif de la force contre les Noirs que contre d'autres groupes ethniques, des millions d'autres citoyens ne partagent pas les appels les plus militants à réduire le financement des forces de police locales, voire à les dissoudre<sup>2</sup>. La plupart des Américains sont préoccupés par les assassinats commis par des policiers, mais ils veulent aussi que les flics soient plus efficaces. Au cours des cinq dernières années, la satisfaction à l'égard de la police s'est renforcée parmi tous les groupes ethniques et raciaux, y compris parmi les Afro-Américains (passant de 50 % «au moins un peu satisfaits» en 2015 à 72 % aujourd'hui, en 2020).

Le sentiment favorable à Black Lives Matter est essentiellement une expression militante du libéralisme racial. De telles expressions ne sont pas une menace contre le projet néolibéral, mais plutôt un rempart pour ce projet qui a fait disparaître toute notion de salaire social, réduit drastiquement les effectifs du secteur public, sacrifié les retraites des travailleurs, sapé les négociations collectives et le pouvoir des syndicats, et déployé un appareil carcéral en expansion permanente. Tous ces développements ont eu un impact négatif sur les communautés et les travailleurs noirs. Si certains militants de Black Lives Matter réclament la baisse du budget alloué aux services de police et la fin des emprisonnements systématiques, la popularité du slogan «Black Lives Matter» repose fondamentalement sur un appel à la pleine reconnaissance du racisme dans des termes établis par le capitalisme démocratique libéral. Et la classe dirigeante est d'accord.

Lors du Black Out Tuesday\*, des entreprises géantes comme Walmart et Amazon ont largement condamné le meurtre de George Floyd et d'autres excès policiers. L'antiracisme gesticulatoire était déjà évident chez Amazon, qui a fait flotter le drapeau rouge-noir-et-vert de la libération noire au-dessus de son siège de Seattle, en février dernier. L'homme le plus riche du monde, Jeff Bezos, a même pris le temps de répondre personnellement aux clients mécontents de voir Amazon exprimer ceux qui rendaient hommage à George Floyd. *«Les vies noires comptent» ne signifie pas que les autres vies ne comptent pas*, a écrit le PDG d'Amazon. *J'ai un fils de vingt ans, et je ne m'inquiète tout simplement pas qu'il puisse être étouffé à mort s'il est arrêté un jour. Ce n'est pas un problème qui m'inquiète. Les parents noirs ne peuvent dire la même chose.*» Bezos a également promis dix millions de dollars pour soutenir les «organisations militant pour la justice sociale», c'est-à-dire l'ACLU Foundation, le Brennan Center for Justice, l'Initiative pour une justice égale (Equal Justice Initiative), le Comité des avocats pour les droits civiques, la NAACP, l'Association nationale du barreau, le Musée national de l'histoire et de la culture afro-américaines, la National Urban League, le Thurgood Marshall College Fund, l'United Negro College Fund et Year Up. Les dirigeants de Warner, Sony Music et Walmart se sont engagés à

---

<sup>2</sup> «Protesters' Anger Justified, Even If Actions May Not Be», Institut de sondage de l'université Monmouth, 2 juin 2020,

[https://www.monmouth.edu/polling-institute/reports/monmouthpoll\\_us\\_060220/](https://www.monmouth.edu/polling-institute/reports/monmouthpoll_us_060220/)

verser chacun 100 millions de dollars à des organisations similaires. Les manifestations ont été une aubaine pour Bezos et ses semblables sur le plan des relations publiques. Quelques semaines seulement avant le meurtre de George Floyd, Amazon, Instacart, GrubHub et d'autres entreprises de livraison, qui sont devenues cruciales pour la circulation des marchandises pendant le confinement, ont dû faire face à une pression croissante des militants syndicaux en raison de leurs protections inadéquates, de leurs bas salaires, de l'absence de prestations de santé et d'autres conditions de travail déplorables. L'antiracisme fournit aux grandes entreprises une parfaite échappatoire face à ces conflits du travail. «Les vies des Noirs comptent» pour le front office, tant qu'ils ne réclament pas un salaire décent, des équipements de protection individuelle et des soins de santé de qualité.

Le point le plus important de l'essai de Reed est peut-être son insistance sur le fait que Black Lives Matter, et les théories apparentées comme celle d'une réapparition de l'époque Jim Crow\* sont empiriquement et analytiquement erronés et proposent un ensemble de solutions tout aussi erronées.

Reed ne nie pas que la justice pénale est inégale selon les races, mais il nous oriente vers une causalité plus profonde et vers la nécessité d'interventions politiques plus complètes. Le racisme ne peut à lui seul expliquer pleinement l'expansion du pouvoir carcéral parmi nous ; comme le note Reed, il est *«le produit d'une approche du maintien de l'ordre qui veut contenir et réprimer les poches de populations ouvrières économiquement marginales et sous-employées, produites par un capitalisme qui veut prendre sa revanche»*. La plupart des Américains rejettent désormais les pires abus policiers, mais pas l'institution du maintien de l'ordre, ni la société de consommation qu'elle soutient. Comme nous le savons trop bien maintenant, la culpabilité des Blancs et l'indignation des Noirs ont une durée et une valeur politique limitées ; ils n'ont jamais constitué une base durable pour construire le type de majorités populaires et législatives nécessaires pour contester de manière significative le pouvoir en place.

La vague de protestations de masse que la mort de George Floyd a provoquée n'est pas réductible à Black Lives Matter, car elle est aussi une conséquence de la pandémie plus large et des réelles difficultés provoquées par le confinement. Cette mesure était nécessaire pour la santé publique mais, en l'absence d'une aide fédérale adéquate et soutenue, elle a aussi produit des licenciements massifs ; les familles ont eu du mal à répondre à des besoins sans précédent ; et une large anxiété s'est propagée chez de nombreux Américains quant à leurs sombres perspectives d'emploi dans un avenir proche.

Les pillages qui ont éclaté dans de nombreuses villes, le week-end suivant le meurtre de Floyd, ne ressemblaient pas aux rébellions des ghettos des années 60, de Los Angeles en 1992, ni même de Ferguson et Baltimore ces dernières années. Les pillards étaient multiraciaux, intergénérationnels et ont visé des centres-villes et les zones commerciales centrales comme la Third Street Promenade de Santa Monica, Times Square de Manhattan et, à Chicago, la State Street et le Magnificent Mile (portion de Michigan Avenue, *NdT*). Jusqu'à présent, les principaux leaders des droits civiques, certains militants de Black Lives Matter, les journalistes, les experts des sondages et de nombreux Américains ont fréquemment et bruyamment établi une distinction entre la justesse de la cause des manifestants pacifiques et la «violence» et l'anarchie des pillards et des émeutiers.

Cette posture, tout comme les revendications hyperboliques sur la primauté de la ligne de couleur\*, continuera à différer la production des biens publics qui pourraient en fait aider les plus dépossédés appartenant à toutes les races et toutes les ethnies. C'est-à-dire ceux qui sont les plus susceptibles d'être régulièrement surveillés, harcelés, arrêtés, condamnés, incarcérés et condamnés comme des ratés, des dommages collatéraux du rêve américain.

\* **Cedric Johnson**, université d'Illinois (Chicago), 9 juin 2020,

<https://nonsite.org/editorial/the-triumph-of-black-lives-matter-and-neoliberal-redemption>

# **Adolph Reed, Jr. : Les disparités raciales ne nous aident pas à comprendre les structures profondes de la violence policière (2016)**

Certains lecteurs connaissent ma position : malgré les affirmations de ses partisans, l'antiracisme n'est pas une politique égalitaire qui offrirait une solution alternative à une politique de classe, mais une politique favorable aux intérêts de la «classe managéro-professionnelle\*». La vision du monde et les intérêts matériels de cette classe sont enracinés dans une économie fondée sur les relations raciales et sur tous les groupes à qui l'on assigne une identité – ou qui s'en attribuent une. De plus, bien qu'il dénonce souvent le néolibéralisme, mais de façon particulièrement creuse, l'antiracisme soutient en fait l'aile gauche du néolibéralisme : il s'oppose seulement aux disparités dans la distribution des avantages et des handicaps dans la société ; son idéal de justice sociale naturalise les résultats des forces du marché capitaliste tant que ces résultats sont équitables selon des critères raciaux (et identitaires).

Comme mon collègue Walter Benn Michaels\* et moi-même l'avons répété à plusieurs reprises au cours de la dernière décennie, pour l'antiracisme, la société serait juste si 1% de la population contrôlait 90% des ressources tant que le 1% dominant serait composé de 13% de Noirs, 17% de Latinos, 50% de femmes, 4% ou tout autre pourcentage de LGBTQ, etc. Ce que l'on nous ressort ici, c'est l'évangile néolibéral de la justice économique, formulé il y a plus d'un demi-siècle par Gary Becker ; selon cet économiste néoclassique de Chicago, le rôle des marchés non discriminatoires est de récompenser le «capital humain» individuel sans tenir compte de la race ou d'autres sources de différences injustes.

Nous allons exposer plus longuement et plus en détail cet argument et ses implications. Les idéologues antiracistes ont constamment ignoré cet argument ; ou bien ils ont tenté de le rejeter en l'interprétant de façon erronée voire en se livrant à des attaques personnelles<sup>3</sup>. Pour l'instant, cependant,

---

<sup>3</sup> J'apprécie peu les références autobiographiques, surtout quand il s'agit de soutenir la valeur d'une analyse, même si ce stratagème d'avant les Lumières est devenu monnaie courante pour la strate des «intellectuels publics» et des blogueurs pontifiant sur le Net. Au fil des décennies, j'ai remarqué que cette technique permettait d'éviter d'affronter mes arguments en recourant à des accusations, généralement accompagnées d'insinuations personnelles, selon lesquelles je sous-estimerai la profondeur du racisme ou je nierai son existence. Il est particulièrement ironique de constater que ces accusations méprisantes émanent assez souvent d'antiracistes blancs sincères. Un exemple particulièrement effronté et grotesque est celui fourni par feu Manning Marable – cf. «Race, Class and the Katrina Crisis», *Working USA* n° 9, juin 2006 – et par l'historien antiraciste blanc David Roediger – «The Retreat from Class», *Monthly Review* n° 58, juillet/août 2006. Tous deux ont insinué que je ne comprenais pas le pouvoir du racisme blanc à La Nouvelle-Orléans – une ville qu'ils ont visitée en touristes après la catastrophe et au sujet de laquelle ils ont tous deux produit un récit simpliste et euphorique. Or, il se trouve que j'ai en partie grandi dans cette ville, à l'époque des lois Jim Crow et durant la période la plus intense de l'insurrection pour les droits civiques de l'après-guerre, et que la plupart de ma famille y a vécu avant, pendant et après Katrina – et y vit encore. Je n'ai pas l'intention de sortir mes lettres de créances raciales ; je laisse cette démarche à des gens comme Mychal Denzel Smith\* et Ta-Nehisi Coates\*, pour qui chaque regard sournois d'un Blanc, dans une file d'attente, avant qu'on leur serve un café au lait devient l'occasion de se regarder le nombril, de se lamenter et de se faire payer pour rédiger encore un autre article à ce sujet. (Un ami historien m'a fait part de sa décision, la prochaine fois que des collègues blancs loueront devant lui la sagesse et la véracité des écrits de Coates,

je veux simplement attirer l'attention sur un point : si l'on réduit la discussion sur les meurtres de civils par la police américaine à une simple question de racisme, on obscurcit la compréhension des sources profondes du phénomène et les possibilités d'y répondre efficacement.

Les données disponibles (voir [https://www.washingtonpost.com/graphics/national/police-shootings/?tid=a\\_inl](https://www.washingtonpost.com/graphics/national/police-shootings/?tid=a_inl)) indiquent, et cela surprendra seulement ceux qui nient délibérément la réalité, que, dans ce pays, les Noirs représentent un pourcentage des personnes tuées par la police qui est presque le double de leur part dans la population américaine en général. Les Latinos sont apparemment tués par la police dans une proportion à peu près équivalente à leur importance dans la population générale. Les Blancs sont tués par la police à un taux compris entre un peu moins des trois quarts (du moins pendant le premier semestre de 2016) et un peu moins des quatre cinquièmes (2015) de leur part dans la population générale. Ces chiffres sont un peu ambigus, car 7 % des personnes tuées en 2015 et 14 % de celles tuées jusqu'en juin 2016 ont été classées dans la catégorie raciale «autre» ou «inconnu». Néanmoins, les preuves d'une disparité raciale flagrante sont claires : parmi les victimes d'homicides commis par la police, les Noirs sont représentés à un taux deux fois plus élevé que leur pourcentage dans la population américaine ; les Blancs sont tués à un taux légèrement inférieur à leur importance numérique totale. Cette disparité est la raison d'être de «Black Lives Matter», son image de marque<sup>4</sup>, et la justification de sa ritournelle selon laquelle les Noirs encourraient un danger de mort imminent à cause de l'arbitraire des autorités blanches ; et cette disparité raciale serait la condition fondamentale et définitive du statut des Noirs aux États-Unis depuis l'esclavage – ou depuis 1793, pour ceux qui, comme Kai Wright\*, préfèrent des dates obscures et des théories dérivées. Selon Wright, «*depuis l'adoption de la loi de 1793 sur les esclaves fugitifs, les agents de la sécurité et de l'ordre public ont été habilités à harceler les corps noirs [sic] pour défendre les intérêts du Capital privé et la recherche de revenus publics*<sup>5</sup>».

Cette argumentation et cette plainte, ainsi que les déclarations rituelles selon lesquelles «Les vies noires comptent», reposent sur une hypothèse : le «racisme» (structurel, systémique, institutionnel, post-racial, etc.) serait la cause et le nom de l'injustice qui se manifeste dans cette disparité statistique, et le racisme expliquerait l'injustice spécifique, ou primordiale, des meurtres commis par des policiers.

Cependant, si l'on s'éloigne de l'attention portée aux disproportions raciales dans les statistiques des homicides policiers, il apparaît de façon flagrante que les Blancs représentent environ la moitié ou près de la moitié des personnes tuées chaque année par la police\*. Se concentrer sur les disparités **raciales** conduit automatiquement à ignorer d'autres disparités potentiellement causales. Selon Zaid Jilani, par exemple, 95% des homicides commis par la police se produisent dans des quartiers où le revenu familial médian est inférieur à 100 000 dollars ; de plus, dans les quartiers où se sont produits les 441 homicides policiers étudiés par l'auteur en 2015, le revenu familial moyen était de 57 763 dollars et le revenu familial médian était de 52 907 dollars<sup>6</sup>.

---

de leur demander s'ils interrogent les étudiants blancs décrocheurs afin d'émettre des vérités profondes sur les Blancs). Je voulais juste anticiper ici la réaction de certains lecteurs et dire clairement qu'il s'agit pour moi d'une manœuvre peu subtile. [Note du traducteur : L'auteur fait ici perfidement allusion au fait que Coates a interrompu ses études au bout de cinq ans à la faculté de Howard, n'a donc pas de diplôme universitaire, mais bénéficie d'une aura médiatique considérable.]

<sup>4</sup> Cf. par exemple <http://blacklivesmatter.com/herstory/> et <http://madamemoire.com/528287/the-three-women-behind-the-black-lives-matter-movement/> .

<sup>5</sup> Kai Wright, «Why Alton Sterling and Philando Castile Are Dead», *The Nation*, 7 juillet 2016.

<sup>6</sup> Zaid Jilani, «95% des meurtres commis par la police en 2015 ont eu lieu dans des quartiers où les revenus sont inférieurs à 100 000 dollars». <http://www.alternet.org/civil-liberties/95-police-killings-2015-occurred-neighborhoods-incomes-under-100000?sc=fb> . (Note du traducteur : rappelons que le

Et, selon les données du *Washington Post*, les États ayant les taux les plus élevés d'homicides policiers par million d'habitants sont parmi les plus blancs du pays : le Nouveau-Mexique affiche une moyenne de 6,71 homicides par million d'habitants ; l'Alaska 5,3 par million d'habitants ; le Dakota du Sud 4,69 ; l'Arizona et le Wyoming 4,2, et le Colorado 3,36. Il est possible que les taux élevés d'homicides commis par la police dans ces États soient concentrés sur leurs très petites populations noires : Nouveau-Mexique 2,5% ; Alaska 3,9% ; Dakota du Sud 1,9% ; Arizona 4,6%, Wyoming 1,7%, et Colorado 4,5%. Cependant, à l'exception du Colorado – où les Noirs représentaient 17% des 29 personnes tuées par la police – cela ne semble pas être le cas. Il est vrai que, dans plusieurs de ces États, le nombre total de personnes tuées par la police est très faible, inférieur à 10. Pourtant, aucun Noir ne figurait parmi les personnes tuées par la police dans le Dakota du Sud, le Wyoming ou l'Alaska. Au Nouveau-Mexique, il n'y avait pas de Noirs parmi les 20 personnes tuées par la police en 2015, et, en Arizona, les Noirs représentaient un peu plus de 2 % des 42 victimes de la police.

Dans ces États, les personnes tuées par la police étaient, de façon totalement disproportionnée par rapport à leur importance dans la population, des Latinos, des Amérindiens et des Blancs pauvres. Quelqu'un devrait donc dire à Kai Wright et à ses amis de trouver une autre date emblématique sur laquelle pontifier ; le choix de 1793 ne fait que nourrir le récit d'une éternelle souffrance raciale collective et d'un triomphe individuel : la fameuse «résilience». Cette conception est aujourd'hui populaire parmi les Noirs de la «classe managéro-professionnelle\*» et leurs amis blancs (mais peut-être sont-ils simplement leurs alliés ?). Dans les États où le taux d'homicides commis par la police est élevé, la violence policière ne dépend-elle pas d'un autre facteur que le racisme ? Par exemple, de l'impératif de contenir et de réprimer des poches de populations ouvrières, économiquement marginales et sous-employées produites par un capitalisme qui veut prendre sa revanche ? Je n'évoquerai pas ici l'évolution de ce dangereux régime de maintien de l'ordre et différents éléments qui lui sont liés : les universitaires semblent toujours prêts à rationaliser le pouvoir de la bourgeoisie en inventant des pseudo-théories comme celles de la «vitre brisée\*» ou de la «tolérance zéro» ; l'hystérie de l'anti-terrorisme revient régulièrement sur le devant de la scène ; et enfin, toute personne ayant un peu de bon sens sait qu'un flic dispose d'une autorité inattaquable qui lui permet, s'il le souhaite, d'ignorer les protections offertes par la Constitution aux citoyens américains ; un policier peut ainsi transformer en délit capital le simple non-renouvellement d'une vignette automobile, ou le refus de répondre à un ordre arbitraire, ou à une perquisition sans mandat.

Des militantes et militants comme DeRay McKesson\*, Alicia Garza\*, Opal Tometi\*, Patrisse Cullors\* et d'autres adoptent des postures pour nous impressionner ; ils voudraient que nous répétions indéfiniment que les Noirs sont les victimes les plus à plaindre et ânonnions des slogans creux. Mais adopter leur credo et obéir à leur rituel, c'est *ignorer* les racines plus profondes de la violence policière ; cette violence sert à soutenir et renforcer le régime néolibéral de redistribution ascendante, fortement régressive, et ses implications sociales.

De plus, insister sur le fait que la violence policière serait principalement, sinon exclusivement, une question *noire*, c'est se priver du seul moyen de forger une alliance politique qui pourrait effectivement contester cette violence. Il nous resterait plus alors, aux partisans de cette thèse, qu'à bricoler des solutions qui tiennent compte de la gestion néolibérale du maintien de l'ordre afin d'obtenir la parité raciale dans la victimisation et de fournir des conseils aux experts sur l'importance de la vie des Noirs<sup>7</sup>.

---

revenu familial médian des Afro-Américains est tombé de 44 000 dollars en 2000 à 38 178 dollars en 2015, pour remonter à 41 361 dollars en 2018.)

<sup>7</sup> Voir, par exemple, Dave Huber, «Black Lives Matter's DeRay McKesson Now a U. Chicago Institute of Politics Fellow», *The College Fix*, 20 août 2016, <http://www.thecollegefix.com/post/28558/> ; et Brook Kelly-Green et Luna Yasui, «Why Black Lives Matter to Philanthropy», Ford Foundation

Abordons maintenant l'imagerie selon laquelle un dénigrement raciste ininterrompu des «corps» noirs depuis 1619 expliquerait la disparité raciale actuelle dans les meurtres policiers. Comme l'a montré Mike Males, les meurtres policiers d'hommes noirs ayant moins de 25 ans ont diminué de 79 % entre 1968 et 2011, et de 61 % pour les hommes de plus de 25 ans au cours de cette même période<sup>8</sup>. Ces chiffres ne sont pas non plus très surprenants. Les victoires remportées par le mouvement des droits civiques sont réelles, tout comme les implications de la Loi sur le droit de vote de 1965\*. La situation des Afro-Américains était globalement pire qu'aujourd'hui, en ce qui concerne la terreur policière quotidienne dans les quartiers noirs des centres-villes. Les slogans des Black Panthers étaient généralement des hyperboles vides ; mais, quand ils identifiaient le rôle de la police à celui d'une «armée d'occupation» dans les quartiers noirs, ils touchaient juste. (Lorsque j'ai vu pour la première fois *La Bataille d'Alger* à la fin des années 1960, j'ai ressenti un choc instantané, car j'avais le sentiment d'avoir vécu moi-même une partie du film et la même situation). La transition raciale au sein des administrations locales et l'intégration croissante des groupes d'intérêts politiques des minorités dans les coalitions municipales locales ont eu un effet modérateur sur la brutalité policière dans les communautés noires<sup>9</sup>.

Je ne veux en aucun cas minimiser la gravité des injustices ni diminuer l'indignation face à la violence policière. (Je suis toutefois conscient que certains m'imputeront cette intention ; celles et ceux qui prendraient l'accusation au sérieux se rapporteront à la note 3, page 4). Toutefois, le fait de constater une diminution – ou un changement substantiel, dans un sens ou dans l'autre – du taux d'homicides commis par la police souligne l'inadéquation des abstractions transhistoriques réifiées comme le «racisme» ou la «suprématie blanche» qui prétendent donner un sens à la nature et aux sources des violences policières à l'encontre des Noirs américains. Le racisme et la suprématie blanche *ne sont pas de véritables explications*. Ce sont au mieux des caractérisations abrégées d'actions plus complexes, ou au moins situées dans le temps, menées par des personnes dans des contextes sociaux spécifiques ; au pire, et, hélas, le plus souvent dans le moment politique actuel, elles sont invoquées comme des *solutions alternatives* à une explication solide. En ce sens, elles fonctionnent, comme l'histoire de Yacoub\* pour la Nation de l'Islam, comme une causalité diabolique : le racisme et la suprématie blanche sont représentés comme des forces indépendantes, magiques, capables de provoquer des événements réels. Ce fantasme s'exprime dans des formulations telles que «Le racisme est la maladie nationale de l'Amérique», ou «le péché originel» des Etats-Unis. Soit dit en passant, ces affirmations sont apparues dans l'idéologie libérale des relations raciales qui a pris forme au sein du discours politique américain après la seconde guerre mondiale ; elles ont précisément servi à formuler une notion de l'égalité raciale séparée de l'économie politique et à l'ancrer dans la psychologie et les notions individualistes de « préjugés » et d'« intolérance »<sup>10</sup>.

Néanmoins, nous pouvons mettre un instant de côté les invocations causales, erronées et inadéquates, du racisme et de la suprématie blanche. Pour le plaisir d'argumenter, acceptons temporairement l'idée

---

Equals Change blog, 19 juillet 2016 <https://www.fordfoundation.org/ideas/equals-change-blog/posts/why-black-lives-matter-to-philanthropy/> .

<sup>8</sup> Mike Males, «Who Are Police Killing ?», Center on Juvenile and Criminal Justice, août 2014, <http://www.cjcj.org/news/8113> .

<sup>9</sup> J'évoque l'impact de l'émergence d'une gouvernance urbaine noire dans les années 1970 Adolph Reed, Jr, *Stirrings in the Jug : Black Politics in the Post-Segregation Era*, University of Minnesota Press, 1999, p. 97 et suivantes.

<sup>10</sup> Voir Risa Goluboff, *The Lost Promise of Civil Rights*, Harvard University Press, 2010 ; Leah N. Gordon, *From Power to Prejudice : The Rise of Racial Individualism in Midcentury America*, University of Chicago Press, 2015 ; et John P. Jackson, Jr., *Social Scientists for Social Justice*, NYU Press, 2005.

que des forces réifiées agissent parfois sur le monde ; mais si leur pouvoir manifeste peut varier de façon aussi importante en fonction du contexte social, politique et historique, la lutte contre l'injustice ne serait-elle pas mieux servie si nous examinions d'abord les contextes changeants et évolutifs dans lesquels le racisme et la suprématie blanche sont plus ou moins puissants ? La lutte contre l'injustice ne serait-elle pas mieux servie si nous analysions les contextes qui conditionnent les formes sous lesquelles le racisme et la suprématie blanche apparaissent, plutôt que de persister à affirmer que les forces censées être à l'origine de l'inégalité doivent être appelées uniquement «racisme» ou «suprématie blanche» ? Notre problème avec ce dernier objectif est qu'il est en fin de compte irréalisable. Il n'existe pas de norme définitive pour définir le racisme ; tout comme le terrorisme ou toute autre abstraction de ce genre, le racisme est une notion subjective.

Nous savons aujourd'hui que la lutte pour les droits civiques de l'après-guerre a remporté une grande victoire culturelle parce que le «racisme» est sanctionné négativement dans la société américaine. Personne ne peut espérer prétendre à la respectabilité politique, pas même Paul LePage\*, ce gouverneur républicain du Maine qui prétend, contre toute évidence, ne pas être raciste ([http://www.nytimes.com/2016/08/27/us/profane-phone-message-has-gov-paul-lepage-of-maine-in-hot-water-again.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2016/08/27/us/profane-phone-message-has-gov-paul-lepage-of-maine-in-hot-water-again.html?_r=0)).

Les partisans de l'antiracisme soutiennent que le débat sur le nom à donner à l'injustice est important car la reconnaissance de l'existence du racisme-et-de-la-suprématie-blanche comme agent causal serait une première étape nécessaire pour terrasser ce pouvoir. Mais cette revendication repose sur un terrain politique fragile. Au fond, cette action politique repose seulement sur un appel à l'expiation et à la réhabilitation morale.

En ce sens, Black Lives Matter est (comme son grand-père rhétorique, le Black Power) un slogan qui a condensé une résonance affective importante mais est dépourvu de contenu programmatique ou stratégique. Tout comme les partisans du Black Power, lorsqu'ils tentaient de répondre aux critiques concernant le manque de contenu concret de leur slogan, les militants de Black Lives Matter ont élaboré un plan en dix points (<https://millermpls.wordpress.com/2016/07/12/blacklivesmatter-10-point-program-called-campaign-zero/>). Ils ont voulu ainsi répondre aux critiques selon lesquelles ils n'avaient pas de programme positif au-delà de la validation de leur slogan et de la citation des noms de certaines victimes de meurtres policiers. Ce plan a été suivi plus récemment par un document élargi comportant une soixantaine de points intitulé «Une vision pour les vies noires» («A Vision for Black Lives : Policy Demands for Black Power, Freedom, and Justice» ; <https://neweconomy.net/resources/vision-black-lives-policy-demands-black-power-freedom-and-justice>).

Certains, peut-être même beaucoup, des points proposés dans le plan initial en dix points constituent un bon énoncé des réformes qui pourraient améliorer la situation dans la politique et les pratiques de la justice pénale. La plupart, sinon la totalité, des éléments rassemblés sous la rubrique «Vision pour les vies noires» sont des slogans vides de sens et politiquement erronés et/ou inaccessibles et contre-productifs. Toutefois, le problème n'est pas le manque de réformes potentiellement efficaces qui pourraient être mises en œuvre. Il est bien davantage politique et stratégique. Car l'accent mis sur les disparités raciales masque la nature et l'étendue des défis politiques et stratégiques auxquels nous sommes confrontés et, à double titre, ce choix réduit notre capacité à mettre en place un programme potentiellement efficace :

1) Comme ma collègue, Marie Gottschalk, l'a démontré dans son livre le plus important, *Caught : The Prison State and the Lockdown of American Politics* (Princeton University Press, 2016),<sup>11</sup> l'appareil carcéral dans ses nombreuses manifestations, y compris le maintien de l'ordre ainsi que les nombreux

---

<sup>11</sup> Voir également son interview de 2015 dans *Jacobin*, «It's Not Just the Drug War», <https://www.jacobinmag.com/2015/03/mass-incarceration-war-on-drugs/>.



nœuds spécifiques qui constituent le régime d’incarcération de masse, a émergé et est reproduit par des groupes d’intérêts complexes, très divers, bipartites et évolutifs. Certains groupes ne se forment qu’en réponse aux arrangements générés et institutionnalisés par d’autres groupes d’intérêts. Les groupes d’individus concernés par les différentes structures de l’État carcéral ne se chevauchent pas nécessairement, et leurs intérêts pour maintenir cet Etat, ou les structures qu’ils privilégient, peuvent être d’ordre matériel, idéologique, politique – ou résulter de combinaisons alternées ou simultanées des trois. La remise en cause de cette structure institutionnelle et industrielle immensément fortifiée et autoreproductrice nécessitera une stratégie politique profonde. Pour cela, il faudra remettre en cause les prémisses fondamentales des politiques publiques axées sur le marché et orienter de plus en plus les fonctions de l’État à tous les niveaux vers une diminution des transferts de responsabilités à la police et de la gestion de leurs conséquences sociales par les forces de l’ordre.

2) Il devrait être clair à présent que l’accent mis sur la disparité raciale conduit à accepter le principe de la justice sociale néolibérale selon lequel le problème de l’inégalité ne réside pas dans son ampleur ou son intensité en général, mais dans le fait que cette inégalité soit répartie, ou pas, de manière équitable sur le plan racial. Contrairement au principe fondateur d’une politique de gauche, cette politique s’inscrit entièrement dans la logique du néolibéralisme.

\* **Adolph Reed Jr.**, université de Pennsylvanie

<https://nonsite.org/editorial/how-racial-disparity-does-not-help-make-sense-of-patterns-of-police-violence>

## \* **NOTES DU TRADUCTEUR** (suivies d'une astérisque dans l'article)

**Benn Michels**, Walter (1948-) : professeur de littérature et auteur de *La diversité contre l'égalité*, Raisons d'agir, 2009. On trouvera une critique détaillée (et féroce) de cet ouvrage ici : <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2010-1-page-172.htm>

**Black Out Tuesday**, ou «mardi noir» : événement médiatique organisé le mardi 2 juin 2020 par l'industrie musicale, les plateformes de streaming, les grandes maisons de disques, les réseaux sociaux, les artistes, etc., pour rendre hommage à George Floyd et à Black Lives Matter, sur des mots d'ordre très vagues du type «*Déconnectons-nous de notre travail et reconnectons-nous à notre communauté*».

### **Classe managéro-professionnelle**

Inventé par John et Barbara Ehrenreich dans les années 1970, ce concept sociologique est aujourd'hui utilisé à des fins polémiques aux Etats-Unis, la droite y voyant ce que les réacs (et certains gens de gauche ou d'extrême gauche) appellent en France les «bobos» ou la «gauche caviar». Face à la radicalisation des étudiants et des mouvements sociaux des années 1960 et 1970, nos deux sociologues américains ont voulu cerner les origines et les fonctions de cette classe, composée d'individus ayant des diplômes universitaires, qu'il s'agisse de petits-bourgeois salariés ou de professions libérales aux idées souvent progressistes entre les années 1890-1920 (celles de la *Progressive Era*) aux années 1960 (Nouvelle Gauche) : **journalistes, enseignants, médecins, avocats, artistes, éditeurs, écrivains, photographes, travailleurs sociaux, infirmières, psychologues, architectes**, etc. soit jusqu'à 36% de la population active en 2006, d'après B. et J. Ehrenreich. Selon ces deux sociologues, cette classe serait en train de mourir, ses couches inférieures tombant dans la précarité (les «intellos précaires»), et ses couches supérieures étant intégrées dans la classe capitaliste grâce à la distribution généreuse d'actions dont ils bénéficient. Quant au cœur de cette classe, il serait incapable de se reproduire, vu l'élévation des coûts des formations universitaires et la sous-traitance de toute une partie de ses fonctions dans les pays du Sud. Pour plus de détails cf. «Death of a Yuppie Dream. The Rise and Fall of the Professional-managerial class» et «Background Notes for Death of a Yuppie Dream», disponibles en line et cette interview très vivante de Barbara Ehrenreich [https://www.dissentmagazine.org/online\\_articles/on-the-origins-of-the-professional-managerial-class-an-interview-with-barbara-ehrenreich](https://www.dissentmagazine.org/online_articles/on-the-origins-of-the-professional-managerial-class-an-interview-with-barbara-ehrenreich) (NdT)

**Coates**, Ta-Nehisi (1975-) : écrivain et journaliste dont plusieurs livres ont été publiés en français : *Le Grand Combat* (2017), *Le Procès de l'Amérique. Plaidoyer pour une réparation* (2017), *Une colère noire. Lettre à mon fils* (2016), tous trois chez Autrement et *Huit ans au pouvoir. Une tragédie américaine* (Présence Africaine 2018). Plusieurs interviews de l'auteur en français sont disponibles sur le Net.

**Congressional Black Caucus** : créé en 1971, il rassemble 55 représentants et sénateurs afro-américains, essentiellement démocrates. Son programme est très modéré et consensuel.

**Couleur, ligne de** – : frontière raciale qui symbolise la ségrégation aux Etats-Unis et sépare les Euro-Américains des Afro-Américains.

**Cullors**, Patrice (1983-), universitaire, militante LGBTQ et une des trois fondatrices les plus connues de Black Lives Matter avec A. Garza et O. Tometti. A soutenu Elisabeth Warren et Bernie Sanders aux primaires démocrates.

**Denzel Smith**, Mychal (1986-), écrivain et commentateur de télévision.

**Garza**, Alicia (1981-), militante et journaliste, cofondatrice de Black Lives Matter avec O. Tometi et P. Cullors.

**Jim Crow** : Au XIX<sup>e</sup> siècle, nom d'un personnage fictif et du spectacle itinérant dont il était en quelque sorte la curiosité. Censé représenter l'ignorance rustre d'un Afro-Américain du Sud profond, il était interprété par un ménestrel blanc au visage maquillé de noir (*blackface*). C'est en référence à ce folklore raciste qu'un ensemble d'arrêts et règlements ségrégationnistes, en vigueur depuis le XIX<sup>e</sup> siècle dans la plupart des Etats du Sud des Etats-Unis – et définitivement abolis en 1964 – fut désigné sous le nom de *Jim Crow Laws*.

**Le Page**, Paul (1948), gouverneur républicain du Maine de 2011 à 2019, et qui prétendait ne pas être raciste. Reed fait ici allusion à une conférence de presse, en août 2016, au cours laquelle ce sinistre individu a brandi des photos de détenus afro-américains, dont «90% sont des Noirs et des Hispaniques». Selon Le Page, «l'ennemi aujourd'hui [...] ce sont les gens de couleur et d'origine hispanique» et il recommandait de leur tirer dessus. En janvier 2016, s'était déjà attaqué aux Afro-Américains (qu'il désignait en utilisant des termes codés, «les types qui se font appeler D-Money, Smoothie ou Shifty») «qui viennent dans notre ville, vendent leur héroïne et, avant de rentrer chez eux, ont le temps de mettre enceinte une jeune femme blanche».

**Loi sur le droit de vote (Voting Rights Act) :**

«La loi de 1965 sur les droits électoraux (*Voting Rights Act*), votée un an après le *Civil Rights Act* de 1964, fut incontestablement l'avancée majeure dans le domaine des droits civiques. Elle visait à garantir, grâce à l'intervention de l'État fédéral, l'égalité d'accès aux urnes mais aussi, d'abord de façon implicite, le droit d'être représenté politiquement, et ensuite de façon explicite, à partir de l'amendement de 1982, le droit de chacun d'être en mesure d'élire le "représentant de son choix". Pour que le droit de vote devienne une réalité, aucun citoyen ne pouvait se voir refuser ce droit pour une question de "race" ou de "couleur", même si la définition de ces termes resta toujours implicite.» Pour plus de détails on lira l'article d'Olivier Richomme (<https://journals.openedition.org/lisa/8938>).

**Meurtres commis par la police américaine**

Aux Etats-Unis, en 2012, il y a eu 16 947 homicides, y compris ce que l'on appelle les «interventions légales» (les meurtres commis par les flics, en légitime défense ou pas). Sur ces 16 947 homicides, respectivement 127 Afro-Américains et 326 Euro-Américains ont (officiellement) été tués par les flics ; en Amérique, l'essentiel des homicides sont donc **commis par des civils contre d'autres civils** ; 5 375 meurtres ont été commis par des Afro-Américains et leurs victimes étaient «noires» dans 90% des cas. Les chiffres d'homicides commis par les flics (qui varient selon les institutions) sont sujets à caution, et le nombre des victimes de la police est sous-estimé, et certains estiment qu'au lieu d'environ 500 personnes par an il serait de 1 000 car les commissariats fonctionnent selon un système de «déclaration volontaire» et... inefficace. **Il n'en reste pas moins que l'essentiel des homicides ne sont pas commis par des flics mais par des civils contre d'autres civils.**

Le groupe qui est le plus susceptible d'être tué par les flics n'est pas les Afro-Américains mais les Amérindiens, suivis dans l'ordre par les Afro-Américains, les Latinos, les Euro-Américains et les Américains originaires d'Asie. «Les Amérindiens, représentent 0,8 % de la population, mais 1,9 % des homicides commis par la police. Les Afro-Américains, représentent 13 % de la population, mais sont

victimes de 26 % des tirs commis par des policiers. Les forces de l'ordre tuent 2,8 fois plus d'Afro-Américains que de non-Latinos blancs et 4,3 fois plus d'Afro-Américains que d'Américains d'origine asiatique». (Ces informations sont tirées du site du Center on juvenile and criminal justice, [cjcj.org](http://cjcj.org)). Si le nombre de meurtres d'Afro-Américains a diminué de 70% au cours des cinquante dernières années, proportionnellement ils continuent à être les plus visés par la police : «les assassinats d'Afro-Américains âgés de 25 ans et plus par la police ont diminué de 61% depuis la fin des années 1960. Néanmoins, le taux d'assassinat de jeunes Afro-Américains par des policiers reste 4,5 fois plus élevé, et pour les Afro-Américains plus âgés 1,7 fois plus élevé, que pour les autres races et classes d'âges» (*idem*). Ces chiffres complexes à analyser ont des causes multi-factorielles. Car le droit des civils de porter une arme (droit garanti par la Constitution) et le lobbying très efficace de la National Rifle Association et des marchands d'armes ont effectivement des conséquences beaucoup plus létales pour les Afro-Américains que le racisme policier. Les Etats-Unis comptent 329 millions d'habitants mais 400 millions d'armes à feu sont possédées par des civils. Et le fait que 20% des flics aient commencé par participer, en tant que soldats, aux interventions américaines en Irak, en Afghanistan ou ailleurs, n'est pas du tout un élément secondaire<sup>12</sup>. Mais engager une réflexion sérieuse suppose de s'attaquer à des facteurs économiques et sociaux plus larges que le racisme, la «suprématie blanche» ou «l'héritage de l'esclavage» (*NdT*).

**McKesson**, DeRay (1985-), militant de Black Lives Matter. Candidat comme maire aux primaires du Parti démocrate. A voté pour Sanders aux primaires et pour Hillary Clinton aux présidentielles.

**Tometi**, Opal (1984-), Nigérienne-Américaine, co-fondatrice de Black Lives Matter, très médiatique si l'on en croit le nombre de médailles qu'elle a reçues.

**Vitre brisée** (ou du carreau cassé, de la fenêtre brisée, etc.), hypothèse de la – : cette «théorie» part de l'idée que la criminalité augmenterait de façon incontrôlable, ainsi que le «sentiment d'insécurité», si l'on ne s'attaque pas immédiatement à la première «vitre brisée» (donc à la première incivilité ou au premier petit délit constaté dans l'espace public).

**Wright**, Kai, animateur de plusieurs programmes sur la radio de New York, WNYC notamment «The United States of Anxiety» (<https://www.wnycstudios.org/podcasts/anxiety>) centré sur le passé et le présent des Afro-Américains

**Yacoub** : selon la Nation de l'Islam, Noir ayant inventé la «race blanche» il y a 6 600 ans en se livrant à des expériences d'élevage. Et pour couronner le mythe, c'est aussi le petit-fils d'Abraham !

---

<sup>12</sup> <https://www.themarshallproject.org/2017/03/30/when-warriors-put-on-the-badge>